Habités par une mémoire collective
Mobilisés par un projet

Bewohnt von einem kollektiveen Gedächtnis
Mobilisiert von einem Projekt

14 juillet 2025

Lettre ouverte aux anciens ministres
Brigitte Klinkert, Olivier Becht et Patrick Hetzel

Madame la ministre,
Monsieur le ministre,

Dans une tribune parue dans Le Figaro, le 3 juillet, vous plaidez pour une réforme institutionnelle afin que l'Alsace (re)devienne une région à part entière et regroupe ses compétences actuelles et avec celles d'une région. Nous saluons cette heureuse initiative.

Il est dit qu'à Paris, la demande alsacienne n'est pas assez entendue. Si, avec votre initiative, elle ne l'est pas. Que faut-il encore faire ? Peut-être bien qu'elle n'est pas assez comprise ?

Pourquoi le retour à l'ancienne région Alsace ? Pourquoi une institution alsacienne nouvelle fusionnant les compétences de la CeA et celle d'une région française ? Ce pourquoi est-il suffisamment exprimé ? Peut-être aussi la revendication n'apparait-elle pas suffisamment comme étant portée à la fois par une union de la classe politique alsacienne et des citoyens.

Nous avons appelé récemment le président Bierry à prendre l'initiative d'un mouvement qui ne serait pas un parti, mais un regroupement de tous ceux et de toutes celles, élus ou non élus qui ont le souci de voir l'Alsace être dotée de pouvoirs et de moyens en adéquation avec ses besoins et ses intérêts.

Un tel mouvement est nécessaire à la fois pour donner corps à celles et à ceux qui pensent Région et pour diffuser une culture du sujet dans la société alsacienne. Mais aussi pour se faire entendre par ceux qui détiennent les rênes du pouvoir qui, eux aussi, ont besoin de savoir ce que veut vraiment l'Alsace[1].

Permettez-nous de vous demander ce que vous en pensez et au cas où le président Bierry ne prendrait pas la chose à son compte, le feriez-vous ?

L'habitus français nous montre que le gouvernement est tout à fait disposé à trouver des solutions à des demandes fortement exprimées.

Veuillez agréer, nos salutations respectueuses.

Pierre Klein, président
www.ica.alsace
president@ica.alsace

[1] La demande d'un simple retour à l'ancienne Région Alsace n'est en effet, nous semble-t-il, pas ou peu comprise au niveau parisien, tant cette région reconstituée n'aurait ni plus de pouvoirs ni plus de moyens que n'en a le Grand Est, sans doute même moins.